



Forum-Débat

2 novembre 2016

9h-17h30

Maison des Sciences de l'Homme
Paris Nord

RUES MARCHANDES

Les biffins

récupérateurs-vendeurs

acteurs de la ville et du réemploi

**Un autre visage de l'éco-développement
et de l'économie solidaire**

Animé par le Laboratoire d'Innovation Sociale par la Recherche-Action ([LISRA](#)) en partenariat avec la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord ([MSH PN](#)) et les acteurs du collectif Rues Marchandes : [Amélior](#), [Aurore](#), [Intermédiaes](#), [Makesense](#), Le réseau de recherche [Sociétés Urbaines et Déchets](#), [Sauve qui Peut](#), [WOS-agence des Hypothèses](#)...



Table des matières

Introduction	3
Prendre en compte le savoir des populations pour penser et organiser la ville.....	3
Rues Marchandes, une démarche de recherche-action	4
Biffe, biffer, biffins, d’où ça vient ? Petite histoire de la biffe.....	4
Témoignages et récits d’expérience.....	6
La lutte de Sauve Qui Peut	6
Lecture d’un passage du livre « Le Pont ».....	7
La récupération-vente dans les communautés roms.....	9
La communauté chinoise des récupérateurs-vendeurs	10
Le marché d’Amélior, marché auto-géré,	11
La biffe en chiffre, quels impacts économiques et environnementaux ?	12
Atelier de recherche-action.....	13
Grille de travail	13
La culture, c'est pas du superflu, c'est notre survie, notre vie !	13
La rue, c'est pas vide, c'est l'espace de tous !	15
Économie souterraine ? Non, économie populaire !	18
Pas sous-prolétaires, travailler les déchets, c'est un métier !.....	20
Documents	21
Film documentaire	21
Guide culturel.....	21
Étude d’impact	21
Expo-Photo	21

Le mercredi 2 novembre 2016, le collectif Rues Marchandes organisait sa première rencontre publique à la Maison des Sciences de l’Homme de Paris Nord, sur le thème des récupérateurs vendeurs, autrement appelés biffins.

Le collectif de recherche-action [Rues Marchandes](#) rassemble et met en relation des personnes et des structures concernées par la question des biffins récupérateurs-vendeurs et de l’économie solidaire. Son objectif est de produire et de diffuser, avec les biffins, des connaissances à même de répondre aux manques, d’une part de considération de l’activité économique, sociale et écologique de la biffe, et d’autre part d’espaces marchands dédiés à cet effet.

La journée, ouverte à tous, avait plusieurs objectifs. Dans un premier temps, le matin, il s’agissait de donner la parole à divers acteurs (chercheurs, biffins, associations) afin de faire connaître la population des récupérateurs-vendeurs, souvent invisibilisée, les objets traités par celle-ci – déchets ou objets déchus



– , de replacer dans son contexte historique cette activité de la biffe, vieille de plusieurs siècles, pour enfin faire valoir le rôle des biffins dans la ville, l'utilité environnementale et sociale de leur travail. Sur la base de ces matériaux, l'après-midi prenait quant à elle la forme d'un atelier de recherche-action visant sur la base des matériaux du matin à dégager des problématiques transversales qui pourraient se traduire en expérimentations concrètes pour l'amélioration des conditions d'exercice de la vente et de la récupération, et l'autorisation de diverses formes de marchés. Les participants étaient invités pour étayer leurs réflexions et propositions à reprendre quatre thématiques : « La culture, c'est pas du superflu, c'est notre survie, notre vie ! », « La rue, c'est pas vide, c'est l'espace de tous ! », « Économie souterraine ? Non, économie populaire ! », « Pas sous prolétaires, travailler les déchets, c'est un métier !

Introduction

Prendre en compte le savoir des populations pour penser et organiser la ville

Le mot d'ouverture d'Alain Bertho, directeur de la MSH

La Maison des Sciences de l'Homme cherche à impulser des études impliquant des chercheurs et des non chercheurs sur des sujets peu reconnus dans le monde académique, afin que le savoir sur la ville se produise avec les acteurs de la ville eux-mêmes.

Cette recherche action avec les biffins récupérateurs-vendeurs s'inscrit dans un axe de travail autour de la ville contemporaine.

Si l'activité a toujours existé, la ville se transforme et connaît des figures propres à chaque période de l'Histoire. A l'époque de la ville fordiste, l'enjeu de production résidait dans les usines, au cœur des villes et c'est autour de l'usine que s'intégraient les activités sociales.

Aujourd'hui, avec la progression de la production immatérielle, la production sort des murs de l'usine et c'est toute la ville qui devient productrice d'une richesse très mal répartie.

En conséquence, de nouvelles problématiques apparaissent pour ceux qui sont en charge de la production et de l'organisation de la ville. Alors qu'il est aisé de connaître le fonctionnement d'une ville fordiste et d'émettre des prescriptions du haut vers le bas, la multiplication des acteurs, des rôles et des enjeux rend plus difficile ce travail dans la ville contemporaine. Il s'ensuit un comportement de panique, d'organisation totalitaire et incompétente : il s'agit de s'assurer et de contrôler la propreté mais aussi les échanges économiques. Il en résulte des affrontements violents, avec une volonté d'exclusion complète du commerce informel, activité pourtant essentielle à la ville.

Le problème réside dans la méconnaissance de la ville contemporaine : ceux qui sont à la tête des mairies, des entreprises, ne peuvent connaître toutes les problématiques de la population. Mobiliser les savoirs, l'expertise et les compétences de cette population dans la réflexion sur l'organisation de la ville est donc fondamental. Il s'agit d'un enjeu économique, politique et humain.

Le rôle des chercheurs dans une telle démarche, n'est pas de penser et de prescrire à la place de la population, mais de mettre en forme le savoir et le partager afin que chacun puisse l'utiliser (pour l'action, pour les travaux académiques, pour penser l'organisation de la ville...).



Rues Marchandes, une démarche de recherche-action

par Hugues Bazin

La démarche de recherche-action, présentée par Alain Bertho, est une forme de recherche que l'on peut conceptualiser, mais qui s'expérimente et qui s'éprouve avant tout. Ainsi, le collectif Rues Marchandes, inscrit dans cette démarche de recherche action, est né de trois dimensions :

- La nécessité de prendre en compte les conditions socio-politiques
- La nécessité de trouver des nouvelles formes de collaborations entre acteurs et chercheurs
- La nécessité de nouvelles expérimentations

C'est en bas de l'échelle sociale que l'on se rend compte du système social et des inégalités. Cet espace est un bon analyseur de ce qu'est la ville contemporaine, de ce qu'est la vie économique de ce pays, des modèles d'organisation et de répartition des richesses.

Ici, d'une certaine manière, ce sont les biffins qui nous convoquent pour que soit prise en compte cette dimension sociale, urbaine, culturelle. La fonction de Rues Marchandes est donc de trouver des modèles de collaboration, afin de croiser savoir profane, savoir expert-technicien et savoir académique tout en tâchant de ne pas déposséder les principaux concernés de leur pouvoir.

Biffe, biffer, biffins, d'où ça vient ? Petite histoire de la biffe

par Mélanie Duclos

Les étymologies sont multiples et sans qu'on puisse véritablement trancher :

- Pour certains, « biffins », qui viendrait de biffer : rayer, abîmer, serait le nom qu'on aurait donné aux chiffonniers parce que leurs objets étaient « rayés, abîmés ».
- Mais biffer, c'est aussi « annuler, détruire » et selon certains dictionnaires, « biffins » serait le nom dévalorisant qu'on donnait aussi bien aux chiffonniers qu'aux fantassins, les soldats d'infanterie, pour être des petites gens, sans valeur, en bas de l'échelle social
- Selon d'autres encore, le nom aurait d'abord été celui donné aux fantassins qui portaient des vêtements rayés (biffer : rayer, barrer) et qui aurait été donné plus tard aux chiffonniers qui portaient, comme les fantassins, une hotte dans leur dos
- Ou alors, enfin, dernière étymologie, ce serait d'abord les biffins qui auraient eu ce nom et qui aurait ensuite été donné aux fantassins pour la même raison, la hotte, et ça viendrait de biffe : pierre faussement précieuse, puis la biffe en général : la marchandise « de mauvaise qualité » vendue par les chiffonniers

Vous verrez comment ce nom, assez chargé négativement au départ, a été réactualisé positivement depuis peu. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que biffin, aux XVIIIe et XIXe siècle était un mot d'argot qui désignait les chiffonniers.

A cette époque, les chiffonniers étaient une figure commune des rues de Paris. Au XVIIIe et encore dans la seconde moitié du XIXe siècle, ils avaient à Paris leurs Cités – les Cités chiffonnières – leurs circuits de vente aux industries qui leur achetaient la matière première qu'elles recyclaient pour leurs produits manufacturés – papier, chiffon, liège, caoutchouc, carton – et leurs marchés : foires à la ferraille qu'on trouvait en plein cœur de la capitale : quai de Seine et Bastille. Mais tout au long du XIXe siècle, dans le cadre des projets de « modernisation » (contrôle, circulation et hygiène), leur activité se voit restreinte par les



autorités : limitation des horaires et lieux de récupération ; restriction des périmètres et durcissement des conditions d'accès aux marchés. Enfin, avec les grands travaux hygiénistes de la deuxième moitié du XIXe siècle leur Cité – logements insalubres – sont détruites.

C'est ainsi que les chiffonniers, à la toute fin du XXe siècle, quitte le centre de Paris pour s'installer à ses portes sur le territoire de la zone militaire qui encerclait Paris pour la protéger des attaques. La zone, comme on la surnommait, était interdite à la construction mais son propriétaire, le Génie militaire avait ses casernes, ses chemins de ronde, et se passait de faire régner son autorité sur le reste de son territoire. C'est donc là qu'ils construisent leurs maisons et établissent leurs marchés.

Au départ, ils sont peu nombreux mais leur marché à vite un grand succès et attirent toujours plus de marchands et de clients. Ils débordent sur les communes alentours : de Saint-Ouen, de Montreuil, de Vanves pour les plus connus où sont les bistrots et les guinguettes. Si bien que les mairies, au tout début du XXe, commencent à leur réclamer de l'argent pour la place occupé : 2 sous, au début, ce qui est encore très peu comparativement aux autres marchés de la région. Au début du XXe, les marchés aux puces deviennent patrimoine officiel et continuent de grossir. Tellement bien qu'au sortir de la première guerre mondiale, à Saint-Ouen qui est et reste encore le plus gros d'entre les marchés aux puces de la région parisienne, des investisseurs privés achètent des terrains, bâtissent des baraques qu'ils louent à des prix bien plus élevés que les étals au sol. Arrivent les brocanteurs et les antiquaires.

Pendant ce temps, les chiffonniers continuent d'occuper les rues qui font se relier ses différentes « cités commerciales » et continuent aussi d'occuper la zone où se trouvent le gros de leur marché... jusqu'à courant seconde guerre mondiale : le rasage de la zone et son annexion à Paris sous le gouvernement de Vichy. Bien des biffins de la zone cherche à trouver place dans les puces officielles mais la plupart de leurs demandes se voient rejetées : en période de reconstruction, les puces et leurs quartiers, comme tant d'autres quartiers populaires, sont en voie de « modernisation » : harmonisation (réduire le nombre d'étal au sol), faciliter la circulation, améliorer l'hygiène.

C'est à partir de ce moment-là que les chiffonniers commencent à se faire appeler « vendeurs à la sauvette » et que la répression policière commence, tout doucement de se mettre en place. Longtemps c'est la tolérance qui prévaut, d'autant que pendant la période des Trente Glorieuses, les chiffonniers – où disons plutôt les vendeurs d'objets récupérés dans les poubelles car le terme de chiffonnier tend à laisser place au vocable de vendeur à la sauvette d'autant que profession de chiffonnier en déclin, notamment pétro et carbochimie plus rentables pour les industries – sont peu nombreux à vendre dans les interstices des Puces officielles. Mais dans les années 80, avec les crises économiques et le durcissement des politiques migratoires, il grossit de nouveau et petit à petit les contrôles policiers se durcissent.

C'est ainsi que petit à petit les « biffins » se voient repoussés aux marges des Puces officielles et c'est de là aussi que naît, au début des années 2000, les débuts de leur lutte contre leur répression qui a vu le nom de biffin se réactualiser pour remplacer celui alors en vigueur de vendeur à la sauvette.



Témoignages et récits d'expérience

Des pratiques qui amènent à la réflexion...

La lutte de Sauve Qui Peut

Par Martine et Chantale, biffines membres de l'association AMELIOR

Le Carré des biffins, marché géré par l'association Aurore à la Porte de Montmartre est le résultat de la mobilisation des biffins, réunis au sein de l'association Sauve Qui Peut. Ce carré a des apports mais aussi des limites, notamment en termes de nombre de places par rapport au nombre de biffins existants. Il y a encore des réflexions à mener, sur les biffins, les services qu'ils rendent à leurs clients, les problèmes de voisinages.

Martine, qui était présente depuis le début de la lutte, a commencé la biffe étant très jeune pour survivre. Elle raconte qu'à la naissance de son enfant, qu'elle a dû élever seule, il était nécessaire de continuer à faire les poubelles, de plus en plus, pour survivre. En trouvant les objets dans les poubelles, elle s'est étonnée de voir ce que les gens jetaient. D'autres biffins lui ont appris qu'elle pouvait revendre ces objets et lui ont indiqué le marché de Montreuil, où elle allait le week-end avec son fils. Il y avait entre 50 et 100 biffins sur le marché, il s'agissait d'un lieu de rencontre agréable où les biffins se retrouvaient entre amis. De fils en aiguilles elle est allée vendre à Porte de Vanves, au marché d'Aligre et un peu partout dans Paris. Elle est ensuite arrivée à la Porte de Montmartre, à côté du marché aux Puces de Saint Ouen. Dans les années 1980-1990, il y avait déjà une surveillance de la police, mais elle se déroulait dans le respect, sans problème. A partir des années 2000, le nombre de biffins a augmenté, notamment avec l'arrivée des asiatiques et des roms. La répression a commencé à se faire ressentir de plus en plus, la police a commencé à faire payer des amendes aux biffins, à confisquer leurs marchandises en les jetant dans des bennes à ordures. Martine s'est elle-même retrouvée au poste de police plusieurs fois ainsi qu'au tribunal car elle défendait les biffins. Au cours de ces années, plus la population de biffins grandissait plus la répression était forte et violente.

A ce moment, plusieurs biffins ont pris la décision d'agir. Ils se sont réunis pour créer l'association Sauve Qui Peut en 2006 et ont milité pour obtenir des places, un carré, sur lequel ils auraient l'autorisation de vendre paisiblement, comme c'était le cas avant.

Martine explique aussi que tous se sont reconnus sous le nom de biffins car ils étaient nombreux à utiliser un crochet pour atteindre le fond des poubelles : « la biffe » c'était le nom du crochet.

Suite aux manifestations nombreuses dans les rues et devant la Mairie, la municipalité a commencé à s'intéresser à cette question et les biffins ont obtenu la création du Carré à la Porte de Montmartre en 2009.

Plusieurs biffins souhaitaient surtout un marché auto-géré, mais Martine déplore le fait que cela n'ait pas été accepté. Il y a eu des effets positifs car le Carré a quand même permis à certains biffins d'obtenir des places, puisqu'il compte 100 places pour 300 biffins qui tournent, mais ceux qui souhaitaient l'autonomie n'ont pas été satisfaits de la proposition de la mairie. Le Carré pose aussi le problème de la sélection des biffins qui obtiennent une place.

Martine se retire donc du Carré en 2009, tout en restant active auprès de Sauve Qui Peut et rencontre Samuel Lecoeur, un photographe qui prend les biffins en photo et s'intéresse à leur situation. C'est avec lui, qu'elle cherche à obtenir d'autres places de marché pour tous les biffins qui restent sur le carreau, pour les « sans-places », en créant l'association Amélior, Association des Marchés Economiques Locaux



Individuels et Organisés de la Récupération. Ensemble, ils sollicitent et rencontrent les élus de la Mairie de Montreuil afin d'instaurer un marché dans la ville. L'issue a été plutôt positive puisque depuis, un marché des biffins, autogéré est organisé tous les mois à la Croix de Chavaux. Cependant, cela n'est pas suffisant étant donné la croissance constante du nombre de biffins, surtout récemment, avec l'arrivée des Syriens, qui eux aussi ont besoin de manger et font les poubelles.

Il est donc nécessaire de créer d'autres marchés de biffins. Martine exprime son ras-le-bol de la répression policière. Les habitants se plaignent de la saleté laissée après les marchés mais cette saleté est due à la course des biffins, poursuivis par la police. Elle rappelle que des drames se sont déjà produits par le passé. Pour Martine, il faut arrêter cette répression policière, vaine, qui coûte cher au contribuable et sans nouveaux marchés pour les biffins, ces problèmes continueront d'exister. Depuis 10 ans, malgré les luttes, les choses ne changent pas suffisamment pour les biffins.

Chantal pratique la biffe depuis 25 ans, pour gagner de l'argent, pour vivre. La répression policière impose qu'ils sortent et rangent la marchandise sans arrêt. Elle est contente qu'il existe des marchés des biffins, mais la manière dont fonctionne le Carré de la Porte Montmartre lui pose problème : les places ne sont pas attribuées de manière anonyme. Il faut apporter des papiers et de nombreux documents. C'est pour cette raison explique-t-elle, que peu de biffins ont pris cet abonnement qui impose trop de contraintes. Il est compliqué de donner son nom ce qui reviendrait à dire « regardez, je fouille dans les poubelles, je fais de la biffe, je vends ce que j'ai ramassé... ». Pour elle, l'anonymat est beaucoup plus intéressant. Comme Martine, Chantal connaît très bien la région Parisienne : elle a vendu à Belleville, Porte de Montreuil, Porte de Montmartre, Porte de Vanves. Elle indique que le marché de Porte de Vanves est très réprimé mais sans violence : les policiers demandent à ce que les biffins ramassent leur marchandise, les biffins s'exécutent. Parfois, ils confisquent. Chantal remarque que le nombre de marché a fortement baissé, qu'auparavant, à Montreuil par exemple, les biffins pouvaient vendre de 7h du matin jusqu'à 19h sans être embêtés par la police, qui passait tout de même et vérifiait qu'il n'y avait pas d'objets de trop grande valeur. Le marché à Belleville avait lieu tous les jours. Aujourd'hui, il n'y a plus de lieux pour vendre mais Chantal souhaite tout de même remercier le maire de Montreuil pour le marché de la Croix de Chavaux.

Hugues explique qu'il y a encore 5 ans, de nombreux marchés existaient mais que la répression a rendu la vente sur ces espaces impossible aujourd'hui. En conséquence, les biffins s'orientent vers les espaces à proximité des portes et ce sont des centaines et des centaines de vendeurs qui s'installent créant ainsi des situations ingérables. Les biffins font partie d'un écosystème : ils vont vendre dans les espaces qui correspondent aux marchés populaires : le marché aux puces, Barbes...

Pour Chantal, l'absence des biffins sur ces marchés populaires desquels ils ont été chassés, porte préjudice aussi aux marchands réguliers : auparavant certains clients venaient de loin pour aller acheter des marchandises aux biffins et achetaient aussi aux autres vendeurs.

Lecture d'un passage du livre « Le Pont »

par Sumijhra Dharmasena, biffine et auteure, et Sylvie Lewden de l'association Aurore

Sumijhra Dharmasena a écrit ce livre après s'être demandée ce qu'elle ferait une fois à la retraite car elle avait besoin d'un revenu complémentaire et appréciait travailler. Elle est tombée par hasard sur le Carré des Biffins en 2010, marché géré par l'association Aurore, et a trouvé intéressant le fait de pouvoir vendre sur cet espace sans être sûre, pourtant, d'en être capable.

Depuis 2010, elle vend sur ce marché et s'est rendue compte de la richesse de cet espace multiculturel qui permet de rencontrer des personnes d'âges, de cultures, de religions, de pays très différents mais qui exercent toutes la même activité. Elle s'est intéressée à la vie de ce marché. Au Sri Lanka, elle était



journaliste et a eu envie de montrer ce qui se passait sur ce marché et de montrer les dessous de ce lieu. De là est venue l'idée d'écrire ce livre qu'elle a intitulé « The Bridge », « Le Pont », en pensant d'abord au pont humain qui est créé en dessous de ce pont architectural sous lequel se situe le Carré. C'est également un pont qui relie par-delà les différences entre les statuts, les origines, etc. et le marché représente aussi en tant que tel un pont entre les vendeurs qui y travaillent et la société. Dans ce livre elle décrit le marché, sa vie quotidienne. Elle distingue en particulier deux catégories de personnes : les retraités comme elles qui s'efforcent de rester actifs et les plus jeunes qui tentent de commencer une nouvelle vie grâce à ce marché. Dans ce livre plusieurs personnages sont décrits, qui ont différents talents. Une femme crée des bijoux, un autre a des talents d'artiste, d'autres sont très créatifs et ce sont eux qui rendent cet endroit extraordinaire.

Sylvie lit le premier portrait, celui d'Arlette qui a commencé à vendre sur le marché en 2009 et qui raconte « "Mon enfance c'était comme un conte de fée, ma maison était située sur une colline dans une petite ville de Suisse. Je vivais dans un monde merveilleux. J'aimais rêver, je n'arrêtais pas de rêver. Je me rappelle de la première poupée que ma mère m'avait faite. Elle l'a tricotée elle-même. Elle s'appelait Sarah. Elle était faite de morceaux de bois, de plumes et de chiffons et elle a partagé toute mon enfance. Avec le temps je n'ai pas perdu l'amour que j'avais pour les poupées. Dans ma vie je n'ai pas eu un emploi fixe mais à un moment, quand j'ai travaillé dans un cabinet de dentiste j'ai eu cette idée d'ouvrir une boutique de poupée. C'est le carré des biffins qui m'a donné l'occasion de réaliser ce rêve. Grâce à cette activité j'ai un revenu supplémentaire et surtout ça me permet de rester occupée et de ne pas sentir la solitude. Je collectionne les poupées, je confectionne leurs habits, les robes et tous les accessoires qui vont avec. Je sens que je fais chaque jour partie du monde merveilleux dont je rêvais chaque fois qu'une personne tombe sous le charme de mes créations."

Arlette a un énorme succès avec ses Barbies sur le marché. Elle a même étendu ses affaires et depuis elle travaille aussi sur d'autres marchés. Ce n'est pas seulement un commerce pour elle car elle réalise son rêve de petite fille et elle le partage à travers les Barbies qu'elle habille. On peut constater cet amour dans la finesse de son travail. »

Un autre personnage est celui de Zorah : « Zorah, c'est une femme qui est très connue parmi les vendeurs. Elle est toujours là pour défendre les autres. Elle n'hésite jamais à parler à qui que ce soit. C'est une femme avec un caractère fort qui encourage les autres à défendre leurs droits. Dans le marché elle est également connue pour ses marchandises. Elle respecte à la lettre la charte du marché. Ce sont des objets de seconde main mais toujours de grandes marques. Elle est devenue une sorte de star dans le marché grâce à son caractère et à son franc parlé. C'est une femme courageuse qui mène une vie active, même à la retraite comme beaucoup d'autres collègues ».

Un dernier personnage c'est celui de Mohammed. « Les arabes ou musulmans ont été les premiers à traverser non seulement le désert mais aussi les océans à la recherche de nouveaux produits. Ce sont les pionniers du commerce. Ils ont un don pour faire ce métier. Mohammed ne semble pas exercer cette activité pour de l'argent. Il reste toujours calme. Il étale ses objets silencieusement sur son emplacement avec l'air d'un philosophe perdu dans ses pensées. Il décharge ses marchandises de son véhicule et à la fin du marché il en recharge autant. "Alors, vous avez fait de bonnes affaires ? – Hmm l'argent signifie des problèmes. Je suis heureux" et il m'a lancé un petit sourire. »



La récupération-vente dans les communautés roms

par **Nikholae de l'association Intermèdes**

La dimension de la biffe chez les Roms est souvent méconnue alors qu'elle constitue une activité importante pour ces populations. Le collectif Rues Marchandes a développé un partenariat avec l'association Intermèdes, qui intervient dans les camps de Roms.

La biffe est un révélateur de situations politiques. Les Roms sont doublement révélateurs, à la fois comme biffins et à la fois comme Roms. Hugues rappelle que le week-end précédent, le gouvernement a reconnu la responsabilité du gouvernement de Vichy dans l'internement des nomades. Cela n'était pas une « commande » des allemands mais bien des français. Malheureusement, 70 ans plus tard, le contexte n'a pas tellement évolué dans la manière dont le politique traite cette dimension. Malgré tout, le film projeté montre la destruction, mais aussi la force de l'organisation familiale, qui permet de résister à ces formes d'exclusion.

Nicolae travaille dans l'association Intermèdes-Robinson dans l'Essonne, qui réunit depuis une dizaine d'années tout ceux qui à un degré ou à un autre soutiennent, participent et s'investissent dans les actions socio-éducatives qu'elle développe. Les actions que l'association mène se passent aussi dans les bidonvilles, surtout dans l'Essonne. L'association est petite et ne dispose que de peu de moyens financiers, mais avec beaucoup de courage et d'envie, c'est l'une des premières associations qui a commencé à faire un travail éducatif avec des Roms. Le travail éducatif, basé sur la pédagogie sociale est un travail inconditionnel qui est dédié aux jeunes, majoritairement, mais aussi aux plus petits. C'est un travail de fond, qui n'a pas pour but de remplacer l'école mais qui est indispensable car les institutions ne s'intéressent pas à cette communauté. Personne d'autre que l'association ne prépare les enfants à l'éducation. Le couple de retraités qui a réalisé le film s'est intéressé au travail de l'association et petit à petit, ils ont eu la volonté de réaliser ce film. Ils ont rencontré les familles de Balainvillier. Ces images de destruction, l'Etat ne les montrera jamais.

Nicolae est Rom, Tzigane. Il a fait le marché biffin pendant des années et heureusement, dit-il, il le fait moins car il travaille désormais dans l'association. Il est allé vendre à Belleville, à Saint-Ouen, à Montreuil. Aujourd'hui, il y va de temps en temps, quand il a des choses à vendre et qu'il a le temps. Il y va avec plaisir car c'est la raison pour laquelle il est venu en France.

Depuis toujours, dans la culture Rom, il y a cette culture de vente. Dans les pays de l'Est, comme en Roumanie, d'où Nicolae est originaire, les Roms pratiquaient déjà l'activité de vente. Lorsque lui et sa famille sont arrivés pour la première fois en France, ils s'attendaient à la réaction négative des gens, à la répression policière, mais ils avaient quand même un peu d'espoir pour que cela se passe un peu mieux. Malheureusement, les empêchements ont été trop nombreux pour tous les dépasser.

Ce qui a étonné Hugues lorsqu'il a rencontré Nicolae, c'est de se rendre compte que la biffe concernait toute l'Ile de France et pas seulement Paris, où se trouvent les points de vente. Les camps de Roms sont de plus en plus éloignés de Paris. C'est un effet de répulsion qui n'est pas nouveau : on fait reculer les pauvres dans les banlieues, mais les Roms sont repoussés encore plus loin. Les camps sont maintenant à 30-40 kilomètres de Paris. Mais le mode d'organisation est très fort : il y a la récupération en banlieue et la vente sur Paris. C'est là qu'on les retrouve pourchassés par la police, sur le marché illégal autour du Carré des biffins. On les appelle les vendeurs à la sauvette. Mais derrière ces marchés que l'on appelle « sauvages », en réalité il n'y a rien de « sauvage » puisqu'il y a une réelle organisation économique.

Nicolae poursuit : « Nous allons travailler tous les jours. Nous récupérons partout autour de Paris, dans la grande banlieue et la petite couronne, mais c'est dans Paris que nous allons vendre. On parle de familles



entières qui participent à la récupération. Chaque membre récupère et vend. Les familles sont souvent très grandes. La vente dépend cependant de ce qui a pu être récupéré. Elle se fait le week-end et peu s'étaler sur plusieurs jours si beaucoup de choses ont été récupérées pendant la semaine. Il y a certains lieux où nous allons récupérer, nous y allons à deux familles mais en dehors, personne ne révèle les endroits de récupération car ce sont des lieux qui permettent de gagner sa vie. La récupération se fait soit dans les poubelles des ordures ménagères, soit dans les boîtes de récupération des vêtements (Emmaüs, le Relais...). Le Relais porte plainte presque tous les jours contre les Roms pour ce qu'ils récupèrent. Beaucoup de Roms se font emprisonner pour leurs pratiques de récupération. Il y a peu, un récupérateur a été arrêté et mis en garde à vue pendant 48h. L'avocat nous a expliqué que le juge le condamnerait pour éviter d'être lui-même attaqué. Le récupérateur a donc été expulsé. On ne le reverra plus.

Avant, il n'y avait pas de violences policières. Tout le monde pouvait récupérer et vendre. Aujourd'hui il n'y a plus de marché solidaire. Pour qu'un marché solidaire existe, il faut qu'il n'y ait plus de violence, que les gens se parlent, qu'il y ait de la convivialité, du partage. C'est ce que nous essayons de faire au sein de l'association Intermèdes. Nous ne travaillons pas uniquement auprès des Roms mais aussi auprès de familles très pauvres quelles que soient leurs origines et nationalités. Ces familles n'ont pas de revenus et font parfois les brocantes, mais ce système est difficile à mobiliser car les stands coûtent 15 euros en moyenne et souvent les revenus de la vente ne dépassent pas 10 euros.

Nous essayons de créer notre propre économie : de passer de l'économie à laquelle tout le monde peut accéder, l'économie informelle de la sauvette, à l'économie formelle, *via* l'association Intermèdes où certains sont salariés. De plus en plus de jeunes roms souhaitent passer dans cette économie formelle, souhaitent travailler car les conditions de vie dans l'économie informelle ne sont pas soutenables sur le long terme. »

La communauté chinoise des récupérateurs-vendeurs

par Florence Lévy, docteure en anthropologie

En raison des barrières de la langue et de la particularité des situations chinoises, aucun biffin n'a pu les représenter lors de cette journée. C'est donc Florence Lévy, qui a travaillé auprès d'eux pour sa recherche de doctorat, qui témoignera de leurs problématiques.

Florence a travaillé avec les migrants de la Chine du Nord et a retracé leurs parcours de la Chine jusqu'à Paris. « C'est gens, vous les avez croisés sur les marchés, mais vous ne connaissez pas leur vie d'avant ». Il est important de raconter qui ils étaient en Chine, car ils continuent de gérer leur situation là-bas depuis la France.

Tout d'abord, le terme de « Chinois du Nord » n'est pas le plus juste car tous ne viennent pas du nord de la Chine. Cependant, il est essentiel de distinguer cette population de celle des chinois venus des régions du Sud car leurs conditions sont très différentes. Ces derniers, souvent ruraux n'ont pas bénéficié de l'aide d'Etat offerte dans les régions du nord, plus urbaines et industrialisées où les habitants avaient accès à l'éducation, à l'emploi à vie dans les entreprises d'Etat, à des aides au logement, à l'accès à la santé gratuit ainsi qu'à un système de retraite.

Depuis les années 90, la Chine connaît d'importants changements économiques entraînant la fermeture de grandes entreprises d'Etat. Il s'ensuit un important flux migratoire des Chinois du Nord, âgés d'une quarantaine d'année, issus de la classe moyenne (cadres, chauffeurs de taxi...), avec une famille, une situation et de l'argent de côté. Etant obligés de repenser leur vie suite à la perte ou la perspective de perte d'emploi, ils s'installent en France pour offrir une meilleure situation économique à leur famille ainsi qu'une éducation à leurs enfants. Les femmes sont majoritaires parmi les immigrés et la plupart



d'entre elles sont divorcées. Lorsqu'ils arrivent en France, ils n'ont pas de visa, ce qui leur interdit de travailler. Ils rencontrent aussi des difficultés linguistiques, ne parlent ni anglais ni français.

Ils se tournent alors vers les Chinois du Sud, installés depuis plus longtemps, qui proposent de grands dortoirs. C'est aussi auprès d'eux qu'ils trouvent les emplois.

Les conflits entre Chinois du Sud et Chinois du Nord se reproduisent ainsi en France : les emplois proposés sont très fortement déclassés par rapport aux positions d'origine. Les femmes sont nourrices chez les familles du Sud, les hommes sont orientés vers des travaux manuels. Les relations entre les travailleurs et les employeurs sont mauvaises car les Chinois du nord se sentent humiliés et exploités par ceux qu'ils considèrent comme moins éduqués.

La seule solution pour mettre fin à cette relation est la démission mais l'éventail des employeurs et des postes possibles est limité, ce qui amène souvent à retrouver la même situation.

Certains tentent de trouver des opportunités à l'extérieur des réseaux chinois mais la barrière de la langue est un réel problème. Les femmes se tournent vers la prostitution « un choix de quand on n'a plus le choix ». Les hommes, mais aussi certaines femmes, se tournent vers la récupération et vendent en marge des marchés aux puces. Ils s'organisent en « couple : ils vivent ensemble, récupèrent et vendent ensemble puis divisent les revenus à la fin du mois et envoient l'argent à leur famille restée en Chine.

Le métier de biffins et celui de la prostitution ont tout deux un statut illégal, se pratiquent dans la rue, les travailleurs sont en proie aux violences policières et aux regards réprobateurs de tous, y compris des Chinois du Sud, qui voient les deux activités du même œil : dégradantes et immorales.

Le marché d'Amélior, marché auto-géré, par les biffins de l'association : Patrick, Martine, Chantal, Anibal, et Clarisse, bénévoles.

Patrick est à la rue depuis l'adolescence, cela fait bientôt 30 ans. Aujourd'hui il co-organise le marché d'Amélior. Pour Patrick, l'expérience s'acquiert sur le tas et c'est la bonne méthode. Il place les gens et quand tout le monde est placé, il va s'occuper de son étal et vendre lui aussi.

Martine explique que Samuel Lecoeur venait prendre des photos des biffins et s'est intéressé à ce qu'il se passait sur les marchés. Il venait presque tous les week-ends et pour faire avancer les choses, il a proposé de créer une nouvelle association. Thierry, présent à la journée du 2 novembre, est lui aussi acteur de cette démarche. Martine et Samuel ont essayé de mobiliser les biffins, mais cela n'a pas été facile car les biffins sont toujours dans l'action. Martine et Samuel sont donc allés plusieurs fois à la mairie de Montreuil et de fil en aiguille, la mairie a fini par accepter l'organisation d'un marché à la Croix de Chavaux, avec un espace délimité, des emplacements, des horaires et une charte à respecter.

Anibal a rencontré Samuel lorsqu'il était vendeur à la sauvette. Avant de pratiquer la biffe, il avait un travail avec un bon salaire. Ses problèmes de santé ont eu pour conséquence de réduire son salaire de moitié. Il a donc commencé à récupérer et vendre et continue jusqu'aujourd'hui encore. Le marché de la Croix de Chavaux compte 250-300 places, mais ce n'est pas suffisant. Il remercie le maire de Montreuil car c'est l'une des rares villes à accepter ce marché. Mais ils ont aussi envoyé de nombreux mails pour avoir un local, pour stocker des affaires pour produire moins de déchets, avoir les moyens pour employer des salariés. Anibal remarque que « chez les élus, beaucoup de gens sont encore fermés d'esprit, confondent marché organisé et vente à la sauvette. Or, nous nettoisons systématiquement à la fin des marchés, il n'y a pas de vente à la sauvette. L'association cherche à aider les biffins, les aider aussi à trouver un logement, mais pour cela nous avons besoin d'un local, nous avons besoin d'employer des personnes salariées. »



Pour Hugues il s'agit là d'un paradoxe : après des années de lutte, l'engagement des biffins, avec la mise en place d'une organisation auto-gérée, d'un statut associatif, etc. il y a toujours le problème de créer l'espace, de faire valider les compétences par les collectivités territoriales.

Clarisse est travailleuse sociale et bénévole chez Amélior. Elle trouve dans cette association une vraie force d'organisation sur des projets intéressants pour les biffins et pour la société. Cependant, dans les démarches administratives, il y a toujours la stigmatisation des travailleurs des déchets, du « marché de la misère ».

« Le marché compte 250 vendeurs, qui sont présents de 6h à 18h. Nous n'avons aucun appui pour assurer la sécurité, pas d'aide non plus pour le nettoyage, tout est géré par les biffins. Quand la nettoyeuse de la mairie vient à la fin du marché, l'endroit est déjà propre. L'auto-gestion comme nous la pratiquons est une forme d'organisation qui a du mal à se faire reconnaître par les institutions et les politiques. Le marché est un lieu de lien, d'économie populaire, un lieu social, les biffins sont là, de manière stable. Un changement de mairie peut tout faire changer et les négociations sont continues. »

La biffe en chiffre, quels impacts économiques et environnementaux ?

par Radia Slimani

Make Sense a travaillé avec Rues Marchandes sur la réalisation d'une étude sur l'impact économique et écologique de la biffe en produisant des chiffres, qui constituent un discours audible par les politiques. Les politiques ont des objectifs chiffrés, notamment en raison de l'accord de Paris sur la lutte contre le réchauffement climatique.

53 interviews ont été réalisées entre septembre et octobre. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une étude statistique, il reste encore un gros travail à poursuivre, un travail qui doit être réalisé avec la participation de tous, dans le cadre de la recherche action.

L'étude a pour but de mesurer la contribution des biffins par rapport aux chiffres sur le réemploi et la réutilisation. Elle propose aussi une estimation du bilan carbone des objets revendus par le calcul de leur ACV (analyse du cycle de vie d'un objet, c'est à dire de son impact écologique de sa conception jusqu'à sa fin de vie, en prenant en compte son utilisation).



Atelier de recherche-action

Des réflexions qui amènent à l'expérimentation

Le forum du matin a exposé des récits d'expérience émanant des biffins récupérateurs-vendeurs (voir synthèse). Ces matériaux de vie et de réflexion croisent des questions transversales. L'atelier de recherche-action de l'après-midi propose de les problématiser pour qu'elles deviennent des questions publiques et débouchent sur des initiatives en termes d'expérimentations de la part du collectif Rues Marchandes, et sur une prise en compte de la part de nos partenaires, notamment les collectivités territoriales.

Grille de travail

Le matin, une grille en quatre thèmes est distribuée aux participants ; ils sont invités à la remplir de leurs remarques et propositions. C'est autour de ces quatre axes thématiques que s'organisent les échanges de l'après-midi.

- **La culture, c'est pas du superflu, c'est notre survie, notre vie !** La culture immatérielle constituée par les cultures populaires et professionnelles est une ressource du développement humain et territorial, et un droit pour tout individu. La reconnaissance et la validation de l'expérience des biffins, de la récupération-vente et des communautés qui la constituent commence par cette dimension culturelle.
- **La rue, c'est pas vide, c'est l'espace de tous !** L'utilisation de l'espace public est un droit ; son usage, une compétence. Nous réclamons le droit à une "pratique populaire de l'espace". Reconnaître une maîtrise d'usage, c'est reconnaître ainsi les récupérateurs-vendeurs comme acteurs créateurs de la ville.
- **Économie souterraine ? Non, économie populaire !** Défendre le droit à une économie populaire, c'est indiquer que les récupérateurs pourraient contribuer à une alternative entre économie de survie et économie financière, économie de proximité et économie mondialisée, économie privée et publique. C'est une économie du "commun".
- **Pas sous-prolétaires, travailler les déchets, c'est un métier !** Si le travail est un droit fondamental, le statut de travailleur peut commencer par la reconnaissance d'un travail informel des récupérateurs-vendeurs, qui n'est pas un sous-travail. Quels seraient les meilleurs dispositifs / structures économiques pour ces "entrepreneurs sociaux", mettant en correspondance une validation des compétences et un statut ?

La culture, c'est pas du superflu, c'est notre survie, notre vie !

Constat

Les récupérateurs-vendeurs mobilisent leur culture comme ressource. Cette culture ne se situe pas en dehors de l'économie, mais fait prioritairement partie de l'économie de survie. La culture permet de résister et de construire des stratégies. Plus généralement, une culture de résistance est issue de forme de luttes, comme en témoigne la réappropriation du terme « biffins » par les récupérateurs-vendeurs. C'est un mouvement qui part du bas vers le haut à l'instar de la culture paysanne et ouvrière ou encore des minorités actives, c'est à dire des groupes restreints, mais susceptibles d'influencer l'ensemble de la société.

C'est l'**enjeu** d'aujourd'hui : comment la culture biffine peut-elle constituer une minorité active alors que nous nous ne sommes plus au temps des chiffonniers du XIX^e siècle dont la culture de classe s'appuyait sur une communauté d'habitat et de travail ? Les biffins contemporains constituent plutôt un ensemble d'individus et de groupes plus ou moins soudés croisant, pour les migrants, des communautés



d'appartenance (retraités précarisés, Chibanis, communauté asiatique, subsaharienne, Roms, migrants de l'Est et des derniers conflits, etc.). Il n'en demeure pas moins que les ressources culturelles constituent des espaces-temps de croisement et de structuration où pourrait naître une conscience de minorité active : la culture du geste et de la récupération, l'écosystème du marché, les formes de luttes. Cela commence par le refus des catégories imposées de l'extérieur : le bon grain de l'ivraie, les bons et les mauvais biffins (entre biffins historique et nouveaux migrants, entre vendeurs autorisés et vendeurs à la sauvette, etc.). Le **droit à la culture** indique la possibilité de constituer un patrimoine commun car nous ne sommes pas des « idiots culturels », nous pouvons mobiliser nos propres ressources pour répondre à nos besoins et ce processus d'émancipation, de transformation peut être partagé universellement.

Débat

Le caractère multidimensionnel du terme « culture » illustré par les participants

Comme le souligne Patrick Brun d'ATD Quart-Monde, coexistent différentes formes : une **culture professionnelle** avec un capital social, des savoir-faire, une **culture anthropologique plurielle** liée aux origines, une **culture de résistance**.

Thierry Caillet, gardien d'immeuble, souligne une culture de lutte dans laquelle il a été impliqué pour la création du « carré des biffins » à la Porte Montmartre. Cette première culture croise une **culture du recyclage** qui fait du déchet un élément valorisant aussi bien pour l'objet que pour la personne, aussi bien en termes économiques qu'humains. En tant que premiers écologistes, cette culture de la biffe concerne tous les habitants.

Philippe DURAND, habitant et élu du 18^e arrondissement, s'interroge sur la façon dont cette culture, l'histoire et la communauté des biffins s'inscrivent dans une approche de **l'éco-développement** et de **l'éco-citoyenneté** en se structurant comme filière organisationnelle incluant tout le circuit de la récupération à la vente.

Martine, biffine de longue date, confirme la **culture du geste, de l'espace et de-là relation humaine** : « il est extrêmement important de bouger, de circuler, d'aller fouiller, d'avoir un interlocuteur de vive voix, de visu. ». C'est une pratique qui se retrouve dans tous les pays.

Un autre témoignage renforce l'idée que les marchés biffins, notamment celui de la Croix de Chavaux, constituent un espace rempli d'échanges et d'interactions, ainsi que d'objets dont la profusion est extraordinaire. **Ce sentiment du collectif et de la création commune d'un espace d'échanges** participe d'une culture à part entière.

Pour Nicolae de l'association Intermèdes qui intervient dans les camps de Roms, il s'agit de créer une **culture commune, solidaire**. Nous voulons en effet créer un marché solidaire, dans un lieu de passage et de convivialité.

Un chercheur en science de l'éducation questionne la culture professionnelle en termes d'identité. La **culture organisationnelle** qui en découle est-elle de l'ordre de la **coopération** ou de la **compétition** ? Peut-on la considérer comme une **culture déviante** ?

Une culture qui repose aussi sur le déchet considéré comme ressource

Christian Weiss, géographe, insiste sur l'importance de cette idée ; de même, ceux qui traitent les déchets ne sont pas des rebus de la société. *A contrario*, rendre le déchet visible valorise le travail des biffins.

Radia, bénévole chez Make Sense, confirme qu'il convient de mettre les personnes face à leurs responsabilités quant à la mise au rebut. Il ne s'agit pas d'avoir un discours culpabilisateur, mais ces



objets récupérés s'avèrent tout à fait fonctionnels ; les biffins participent donc d'une attitude et d'une culture de responsabilité collective.

Douchka MARKOVIC suggère que cela pourrait être une définition de l'économie circulaire : réduire au maximum la production de déchets par le réemploi des objets.

Proposition

La culture se conjugue au pluriel et renvoie à un rapport social chez les biffins entre eux, et entre les biffins et le reste de la société. Il existe ainsi une culture de la rue, une culture entrepreneuriale, une culture de l'espace public propres à la biffe, un regard propre aux biffins ; même s'ils connaissent des parcours très différents, par exemple quant à la durée de leur activité de biffe (temporaire ou plus durable). L'envie d'indépendance, l'esprit entrepreneurial, le fait de refuser l'assistanat, de développer sa propre économie et d'entrer dans un rapport spécifique à l'espace public font partie d'un processus en construction et d'un phénomène d'acculturation qui, justement, transforment les cultures particulières.

L'enjeu est politique et il est nécessaire que les décideurs politiques l'entendent. Ce processus est effectivement un formidable lieu d'intégration, un creuset culturel au cœur et en creux de la ville. **Quel(s) outil(s) nous donnons-nous pour mettre en visibilité ce processus, pour le valoriser** à travers la construction d'une culture professionnelle, mais aussi d'une culture de survie, une culture de lutte en réponse à une exigence économique et sociale, enfin une culture solidaire comme construction commune ?

Le « Guide culturel » est une proposition d'expérimentation collective à travers la mise en place d'ateliers d'écriture et de récits d'expérience. Des structures de proximité et des associations là où vendent ou habitent les récupérateurs vendeurs pourraient assurer un relais et accueillir les ateliers. Le guide culturel se conçoit comme un outil de valorisation de la culture de la biffe dévalorisée ou invisible. Il s'agit de déconstruire des clichés et légitimer la place de populations discriminées dans l'espace public. C'est aussi un outil de conscientisation interne qui participe à une auto-formation réciproque. Ce serait enfin un guide concret pour outiller les acteurs concernés à l'élaboration et la négociation de rues marchandes.

La rue, c'est pas vide, c'est l'espace de tous !

Constat

Il y a différentes façons d'occuper l'espace public et différentes manières de voir cette occupation, selon par exemple que l'on est automobiliste ou piéton. Il en est de même pour le biffin : nuisance ou attractivité du territoire ? La rue est une négociation permanente. Qui maîtrise l'usage de l'espace, selon quels critères ? Le marché biffin en est un exemple, on peut investir un espace sans le privatiser et en être co-responsable, encore faut-il que cet espace soit ouvert. Est-ce que les marchés biffins participent à l'attractivité des territoires ou à sa dégradation, c'est tout l'enjeu des rues marchandes.

Débat

L'espace auto négocié du marché de la Croix de Chavaux est un bel exemple, comme le soulignent Martine et Patrick. Mais c'est un exemple isolé sur le territoire francilien, et qui n'a lieu qu'une fois par mois.

En règle générale, l'espace public n'est pas très ouvert aux biffins...

Thierry Caillet constate que les élus ne veulent pas assumer les marchés quand ils apparaissent avec les Roms sur le mail Binet (Pte Montmartre) alors que cet espace pourrait être aménagé. En revanche, ils se servent de la police, premier acteur qui va au contact des Roms. « Face aux femmes qui



portent des ballots énormes sur les épaules, ils les chassent juste un peu plus loin. C'est inadmissible pour l'ensemble de la population, alors même que nous avons des endroits disponibles et que c'est à nous de les identifier. Cela peut paraître difficile, mais à la Porte de la Chapelle, des endroits existent sous l'échangeur, et c'est dans ces quartiers que la population est demandeuse : vous n'installerez pas un marché biffin dans le 16^e, à la Porte de la Muette ! À la Porte de la Villette, un lieu peut être organisé facilement, sans aménagement ou structure à mettre en place. Ainsi, nous avons deux toilettes sous le carré des biffins (qui abrite au moins 100 personnes). À l'extérieur du carré, vous trouvez 400 à 600 personnes, sans compter les acheteurs. Tous ces gens disposent de deux toilettes. La mairie de Saint-Ouen les a fermées ; l' élu de Saint-Ouen qui soutenait auparavant les biffins, est devenu maire, a supprimé les toilettes et mis des grilles. Les idées ne sont plus les mêmes quand il faut gérer. Nous lui demandons un carré de 100 (ce n'est rien), et il serait possible de faire, autour de Paris, des carrés de 100/150 pour la biffe. Certains politiques les accusent d'être des fainéants ! Alors qu'ils viennent par tous les temps, surchargés, et qu'ils repartent fatigués. Souvent, ils ont un certain âge, et sont à la rue, dans des conditions extrêmement difficiles. Nous devons donner une réponse à ces situations et, surtout, il faut trouver des lieux. »

...ni aux mouvements citoyens...

Radia souligne que des mouvements comme « Nuit debout » sont partis de l'occupation des places publiques. Comment légitimer l'occupation de l'espace par des gens pour des actions bénéfiques à la société ?

...en revanche, il est de plus en plus privatisé...

Christian Weiss insiste sur la nécessité d'un partenariat dans l'espace public face à la privatisation grandissante de la ville par des groupes d'intérêts.

... et colonisé par l'automobile

Thierry CAILLET confirme que si le trottoir doit rester fluide, la voiture a pris trop de place dans la ville. Si on veut garder une vie dans la ville, c'est bien à travers les biffins et leurs étals colorés, mais aussi à travers les marchands de fruits et légumes, qui contribuent au plaisir de la promenade.

... et pourtant...

Marianne rappelle que la vie urbaine est faite de l'activité marchande, c'est une des fonctions de base et les collectivités locales doivent la reconnaître.

Martine HUSER remarque que « les biffins pourraient avoir des charrettes de quatre saisons, qui leur permettraient d'avoir leur territoire ou d'en changer. C'est ce qui existait avant, et ça me plairait bien. »

Philippe DURAND constate que si un espace est attribué, et n'est plus circulant, il est possible d'établir une convention d'occupation de l'espace public. C'est le cas de la convention entre l'association Aurore et la mairie du 18^e pour le Carré des biffins porte Montmartre. Mais il faut que les biffins s'associent avec d'autres groupes qui revendiquent un **droit d'usage** de l'espace public comme les marchands ambulants.

...or, d'autres espaces sont possibles

Une participante analyse qu'il n'y a pas seulement l'espace, le lieu, mais aussi toute l'alchimie de la **coopération** pour préserver leur espace et leur économie, et réussir ainsi à trouver un équilibre, sans se mettre en concurrence. En conséquence, le lieu et ses règles sont respectés, d'autant plus que ce sont eux qui ont créé ces règles. Dans le fonctionnement du marché comme la Croix de Chavaux, ce sont les biffins eux-mêmes qui le cadrent, selon une forme d'autogestion. Cet espace pourrait déborder, et on observe



que, quand il fait beau, certains vendeurs commencent à s'installer sur les côtés, sur les trottoirs ; les biffins parviennent, par la coopération et la solidarité, à réguler ces débordements. Tous ont conscience qu'il faut respecter l'espace pour éviter les problèmes avec les commerçants et la mairie, afin que le marché continue à se tenir et garde une bonne réputation. La sauvette ne parvient pas à fonctionner de cette façon, car ce n'est pas un espace stabilisé, investi par des personnes. Il est évident que, quand on est chassé d'un endroit à un autre, le respect de cet endroit est différent.

C'est ce que confirme Chantal : « si la police n'intervenait pas pour chasser les biffins, ce ne serait pas sale. Au lieu de nous laisser au même endroit, ils nous font vagabonder d'un lieu à un autre, et nous salissons partout. »

Julie indique qu'il existe des **espaces de transition**, plus facilement transformables que des lieux déjà aménagés. Il serait intéressant que les acteurs puissent les investir pour en faire des lieux autogérés avec des partenaires, avec la possibilité de pérenniser le lieu. Il est possible d'utiliser les évolutions de la ville.

Philippe Durand cite l'exemple des jardins partagés qui ont posé des problèmes quant à leur pérennisation même si le temporaire est un premier pas.

Claire cite l'exemple des bâtiments de la SNCF rue Pajol avant que la friche soit aménagée ; Ils servaient de lieu d'accueil à une expérimentation appelée Eco box, animée par l'association de l'atelier d'architecture autogérée. L'impact social sur le quartier a été mesuré, ce qui a permis à leur activité d'être déplacée sur un autre lieu.

Un intervenant cite également l'exemple des Grands Voisins dans le 14^e arrondissement, dont le rôle a été de récupérer des bâtiments en friche pour y loger des associations. Peut-être des partenariats peuvent-ils s'établir entre des gens qui se battent déjà pour récupérer des lieux et qui peuvent intégrer ce projet dans leur vision.

Comme le soulignent certains participants, un même espace peut être occupé à différents moments par différentes populations. Cela renvoie à la légitimité des occupants de l'espace à un instant T, qu'ils s'agisse des vendeurs (les biffins), des acheteurs et de toutes les positions intermédiaires. Cela renvoie également à la manière dont est géré l'espace en matière de propreté de sécurité. Proposition

Comment parvenir à faire reconnaître cette maîtrise d'usage ? Comment, aussi, parvenir à négocier l'espace ? Quel est le statut de cet espace ? L'espace public est toujours l'objet d'une négociation, qui reflète la manière dont le pouvoir gère l'espace. Il y a des conflits d'usage et des conflits d'intérêts. Les collectivités raisonnent selon une logique de gestion et de réorganisation de l'espace. Des programmes de réorganisation comme le Grand Paris posent des enjeux quant à l'occupation (notamment) des places publiques, la place des espaces verts partagés, des croisements de transport, etc. Les acteurs territoriaux pourraient réfléchir à une typologie de l'espace des lieux dédiés. Il conviendrait de réfléchir sur le mobilier urbain et les dispositifs ambulants qui permettraient d'articuler l'espace marchand classique et l'espace des biffins. Se pose ensuite la question du mode de gestion de ces espaces : autogestion, délégation de service public, partenaires missionnés, etc. L'économie circulaire de la biffe concerne l'ensemble de la région parisienne, au-delà de Paris *intra muros* ou de la proche couronne. Le travail de valorisation va de pair avec le fait de montrer que c'est un phénomène régional et que la réponse doit aussi être régionale

Un travail cartographique permettrait à la fois d'actualiser les lieux de la récupération et de la vente en région parisienne et en même temps d'explorer la possibilité d'aménager des lieux et configurer une typologie des espaces marchands. Des modalités de négociation pourraient être définies pour que des espaces (friches, espaces en

transition ?) accueillent des marchés en relation avec des partenaires, voire constituer des lieux plus permanents pour entreposer et trier des objets.

Économie souterraine ? Non, économie populaire !

Constat

L'économie sous-tendue par l'activité des biffins est une économie populaire

La notion d'économie populaire renvoie à l'articulation entre une économie de survie quotidienne et l'industrie du recyclage. Il y a une question d'échelle pour cette économie de proximité avec une économie régionale, voire internationale quant à la récupération des déchets. Il y a aussi une question de statut entre entrepreneuriat individuel et une économie coopérative collective. Est-ce que le statut doit passer nécessairement par les structures classiques de l'économie sociale et solidaire ? Constatant qu'il existe des difficultés pour penser cette économie aussi bien entre économie de proximité et autres échelles économiques qu'entre économie populaire et modèle économique existant, qu'il se veuille ou non alternatif au modèle dominant. Parlons-nous d'une insertion qui se conforme aux lois du marché et qui repose sur la structure des inégalités sociales ou l'addition de stratégies individuelles de survie ? Est-ce un entrepreneuriat social visant à l'intérêt général ou simplement l'addition des intérêts de survie individuels ? À quel statut correspondrait cette gestion ? Lorsqu'elle relève de l'entreprise privée, cette économie de gestion des déchets est valorisée tant qu'elle reste cachée ou inaccessible. Mais quand elle occupe espace public, elle devient répréhensible. Le type d'économie renvoie inévitablement au type de société que nous voulons développer. Une économie du commun serait aussi une manière de qualifier une gestion collective, entre économies publique et privée.

Débat

L'économie populaire passe par d'autres indicateurs économiques comme le bien-être

C'est ce que suggère Pascal PETIT, économiste : il ne faut pas se limiter à une approche quantitative quant à l'étude d'impact de la récupération des biffins en termes écologiques. Il existe une dimension créative et de solidarité dans la biffe qu'on doit aussi prendre en compte. Il s'agit de redonner un sens premier au terme marché qui ne se réduit pas à une question de productivité.

La difficile interface entre économie populaire et structure de l'ESS

Elle se focalise, à un moment donné du débat, de manière assez vive et symptomatique sur la holding associative « Relais » qui met à disposition des conteneurs de récupération de vêtements et tente des procès réguliers à l'encontre des personnes qui viennent piocher dans ses conteneurs. Peut-être des conteneurs à domicile, ou des conteneurs spécifiques, pourraient-ils être envisagés ?

Ainsi pour Nicolae, ce type de structure n'est pas un allié des biffins et des gens malheureux qui vivent dans une misère indescriptible et qui sont traités de voleurs quand ils récupèrent des vêtements. Ainsi l'entreprise Relais accuse les Roms de « voler », mais n'emploie dans son entreprise aucun Rom. Peut-on mettre en prison pour avoir récupéré des vêtements qui sont donnés ? Peut-on parler de délinquance quand il s'agit de dons ? D'autre part cette entreprise Relais communique beaucoup sa stratégie alors que le monde des biffins reste inconnu.

Comme le souligne Thierry CAILLET, plutôt que de condamner il s'agit de reconnaître aux Roms une forme d'organisation de la récupération. Leur installation en campement témoigne d'un réel travail, nous devons reconnaître leur capacité. Ils sont souvent jeunes par rapport à des biffins âgés qui complètent des revenus et ne sont plus au travail proprement dit, car trop fatigués. Les Roms sont capables et désireux de travailler. Ils ont une vraie force et une jeunesse.



L'économie de la biffe ne se résume pas à l'accès aux marchés, à l'espace de vente...

...mais aussi à l'accès aux matières premières, comme l'affirme Thierry CAILLET : « Nous produisons des déchets, vous les payez, plusieurs fois. Une première fois, quand vous achetez le produit emballé de carton, de plastique, etc. Une deuxième fois, quand vous mettez les déchets à la benne. Ainsi, le coût pour un bailleur social est de 110 € par an pour un logement de 20m², ce qui est assez considérable. Une troisième fois, éventuellement, dans le cadre des mesures de dépollution. Auparavant, on ne payait pas et, au contraire, on recevait de l'argent. Dans les campagnes ou ailleurs, les anciens témoignent que les pluches étaient mises de côté pour les volailles, que la ferraille ou le papier étaient gardés pour les ferrailleurs qui les rachetaient, certes à prix modique, mais cela avait une valeur. Aujourd'hui, une bouteille de verre n'a pas de valeur, et c'est la raison pour laquelle on la trouve souvent cassée. »

...mais passe également par l'obtention de droits et d'un statut

Philippe DURAND confirme l'intérêt d'une économie populaire comme économie qui vient de la base, mais qui nécessite un moment donné d'obtenir des droits : droit de récupérer et droit de vendre. Il s'agit donc de donner des statuts à ces personnes dans le cadre d'organisations collectives, avec des modalités d'interfaces en cas de conflit. Il est donc important de disposer d'un espace collectif qui permet de défendre les personnes attaquées, sur le modèle du syndicat.

Christian Weiss reprend l'idée de conteneurs réservés aux biffins gérés par eux sous la forme de circuits courts avec une communication vis-à-vis du quartier, ce qui éviterait de mettre à la poubelle les déchets de façon indifférenciée.

Pascal PETIT insiste : ce mode d'organisation ne peut être envisagé sans une reconnaissance juridique et la constitution d'une structure. La collecte pose aussi la question de ce qui est ramassé et de la manière dont s'effectue la redistribution.

Radia présente son projet personnel de documentaire dans des villes du monde où les collecteurs informels de rue ont, par le biais de la lutte et l'organisation de structure collective, réussi à obtenir de meilleures conditions de travail. Ce documentaire vise à donner de la visibilité au combat des biffins dans le monde, et à constituer une source d'information à des fins d'« *empowerment* » pour les biffins parisiens : peu importe le contexte socio-économique des pays, les biffins, partout dans le monde, luttent pour une meilleure reconnaissance de leur métier. Il se veut, in fine, faisant partie des différents matériaux de Rues Marchandes.

... dans un nouveau cadre de relation au travail et au bien commun

Marianne insiste sur la dimension de l'innovation sociale chez les biffins qui nous invitent à réfléchir à de nouvelles formes de rapport au travail.

Un autre intervenant confirme que nous sommes bien dans une économie du commun : « je n'ai jamais vu deux biffins se battre pour une poubelle et si chaque biffin était un pur capitaliste, le marché biffin ne fonctionnerait pas : l'un d'entre eux aurait pris le dessus et envahi tout l'espace. »

Proposition

Que l'on parle d'économie populaire ou d'économie de transition, il s'agit bien de réfléchir sur de nouveaux modèles économiques qui prennent la forme d'une économie circulaire de proximité entre l'entrepreneuriat individuel et des formes coopératives. Le droit à la vie implique donc le droit à développer cette économie. Il ne s'agit pas de penser simplement une partie du cycle (le marché), mais l'ensemble du cycle de la récupération vente.



Négocier des espaces de collecte au bas de immeubles (à relier avec la proposition de cartographie de l'espace public dans la thématique précédente), ce qui rend nécessaire une stratégie de communication sur le circuit court de la biffe et les dispositifs mis en place. En même temps, cela doit être réfléchi avec les compétences que pourraient nous apporter l'économie sociale et solidaire et le milieu de l'entrepreneuriat social sur un modèle économique propre aux biffins et susceptible de déboucher sur un statut.

Pas sous-prolétaires, travailler les déchets, c'est un métier !

Constat

Ce thème renvoie à la question du statut et de la validation des compétences, ainsi qu'au statut du travailleur, à l'articulation entre le statut informel et celui du salarié classique. Il y a donc une dynamique entre la reconnaissance des droits des biffins de récupérer et de vendre, le fait de pouvoir investir des lieux et le fait d'acquérir un statut.

Débat

Un participant indique qu'il serait possible de chercher une reconnaissance à travers le répertoire des métiers. Les Brésiliens en ont fait une de leur lutte, comme une économie populaire faite par le peuple pour le peuple. Ils ont mis en place une gestion coopérative qui leur a permis d'agir à l'échelle du pays avec des systèmes de représentation : chaque unité locale désigne de représentants en veillant à la parité homme femme. Au niveau national des représentants négocient avec des filières industrielles de traitement des déchets.

Un autre intervenant confirme que sans certification, les personnes sont privées de métiers qu'elles pourraient justement pratiquer. Comment faire en sorte que la validation des acquis n'exclue pas comme le système scolaire les personnes qui n'ont pas accès aux démarches certifiantes ? Comment ne pas reproduire des inégalités avec les plus précaires ?

Proposition

Comment valider les compétences pour qu'elles soient reconnues au moins sur un plan régional ? Sans parler de diplôme, on pourrait envisager une forme de carte d'éco-développeurs. Nous pouvons ainsi réfléchir à des formes de validation qui ne seraient pas des formations au sens classique du terme, mais permettraient, via la reconnaissance d'expérience et la validation d'acquis ou d'écrits collectifs, de valider cette compétence auprès des institutions.

Une formation action des acteurs de la biffe articulée avec la proposition des ateliers du guide culturel (voir premier thème) pourrait contribuer à une validation par l'écriture d'un certain nombre de compétences. Cette formation-action permettrait de former des cadres biffins, qui pourraient assurer l'interface avec les institutions et les collectivités territoriales ou être co-gestionnaires du marché avec des partenaires associatifs.



Documents

Matériaux complémentaires utilisés pour le forum du 2 novembre

Film documentaire

Cet haïku vidéo associe et combine plusieurs sources audiovisuelles, reportages sur les marchés biffins et dans les rues, récits d'expériences communes etc... (Wos Agence des Hypothèses)

Page de présentation : [« Racontes-mo ta rue marchandes »](#)

Guide culturel

Un petit livret préfigurant des ateliers d'écritures sur la vie et les droits des biffins

- Page de présentation : « [Les biffins récupérateurs vendeurs, guide indigène de la ville](#) »
- Téléchargement du document : [lien](#)

Étude d'impact

En partenariat avec le programme « Future of Waste » (Make Sense), cette étude propose de mettre en perspective le fonctionnement et l'impact d'un marché autorisé de biffins parisiens avec les enjeux économiques et environnementaux.

- Page de présentation : « [Étude d'impact sur la biffe en Ile de France](#) »
- Téléchargement du document : [lien](#)

Expo-Photo



Le travail de la récupération et du recyclage des déchets dans diverses métropoles pour une reconnaissance du métier et une requalification de l'image des récupérateurs (réseau Sociétés urbaines et déchets)

- Page de présentation : « ["La mise en image du rebut. Matières, corp\(u\)s et pratiques autour des déchets"](#) »
- Téléchargement du document : [lien](#)